

La direction du Technocentre fait intervenir la police contre l'étincelle

l'étincelle

TECHNOCENTRE

Renault

Guyancourt

www.etincelle-technocentre.com - pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire - mardi 29 novembre 2011

Sans attendre 2012...

D'ordinaire, à quelques mois des élections, le gouvernement lève le pied sur les attaques tandis que l'opposition multiplie les promesses. Rien de tel cet automne : la guerre de classe est ouvertement dans l'air du temps.

Si le gouvernement nous fait les poches, a eu le culot d'expliquer Sarkozy, c'est pour notre bien. Ce serait au nom de l'équité qu'il s'apprêtait à infliger un jour de carence en cas de maladie aux salariés du public – et un quatrième pour ceux du privé. Puis un ministre, histoire de faire du zèle, a déclaré que tout malade est un fraudeur qui s'ignore. La gaffe était si grosse que même des députés de droite ont protesté, inquiets d'avoir pu froisser leurs éventuels électeurs. premier ministre Fillon a dû faire machine arrière. Mais sans excès : pas question de revenir sur l'amende pour maladie infligée aux salariés du public, ni sur l'accélération de la casse des retraites pour tous.

L'impératif moral de Sarkozy : assister les riches, racketter les pauvres

Le gouvernement a d'ailleurs un sens curieux de l'équité : l'augmentation de 5,5 % à 7 % de la TVA dite « réduite » s'applique à tous, de l'hébergement en maison de retraite à l'hôtellerie de luxe. Or, simple exemple, voilà qu'on supprime en même temps la taxe de 2 % tout juste instaurée sur les nuits d'hôtel à plus de 200 €, qui sont ainsi les seuls logements dont les prix ont baissé !

Dans la distribution de mauvais coups, les « bénéficiaires » du RSA ne sont pas oubliés. A écouter Sarkozy, leur imposer quelques heures de corvées par semaine serait une sorte d'impératif moral, une façon de leur « redonner de la dignité » ! En attendant, pas un mot pour donner des leçons de dignité et de moralité aux patrons qui fraudent en grand la Sécurité sociale. Et que vaut la dignité d'un gouvernement qui a multiplié tous les obstacles bureaucratiques faisant qu'un bon tiers de ceux qui auraient droit aux allocations diverses ne parviennent même pas à les toucher ? Qui fraude et qui vole qui, dans ce cas ? Les mères seules, les chômeurs ne touchant pas leurs droits, les vieux sans ressources, les jeunes sans logement... ou le gouvernement ?

La casse de l'emploi dans tous les secteurs

En vue de 2012, Sarkozy défend l'austérité et François Hollande « veut donner du sens à la rigueur ». Cela promet ! Mais sans attendre, le patronat et l'État mènent la charge sur le terrain des suppressions d'emplois, des salaires et des conditions de travail.

Certes, pas pour tout le monde : pendant que Philippe Varin, PDG du groupe automobile PSA, préparait sa récente annonce de plusieurs milliers de suppressions de postes, il envoyait une centaine de hauts cadres et de patrons de concessions profiter d'une semaine dans un « hyper-palace » de l'Île Maurice ! Peut-être pour leur donner du cœur à l'ouvrage afin d'affronter la colère des salariés de Peugeot-Citroën et de ses prestataires. Pourtant, renfloué par l'État en 2009 puis aidé par la prime à la casse, le groupe PSA est loin d'être dans le rouge.

Les banques BNP-Paribas et Société Générale non plus. Elles annoncent cependant des milliers de suppressions de postes. Quant au groupe nucléaire Areva, tant défendu par le Parti socialiste face aux Verts, il s'est borné à démentir un plan social, du moins en France – le genre de promesse qui tient au mieux ce que dure un gouvernement.

Pour l'heure, en tout cas, la casse touche aussi l'emploi public et s'ajoute aux licenciements, les plus nombreux au total, dans les entreprises souvent trop petites ou trop peu connues pour bénéficier des projecteurs du 20 heures.

L'offensive ne va heureusement pas sans réactions

Ainsi chez Arkema, ancienne branche chimie de Total, où le transfert gratuit de tout un secteur productif à un fonds d'investissement, recevant une centaine de millions d'euros en prime, ne passe pas : la ficelle de la préparation des licenciements est trop grosse ; plusieurs usines touchées sont parties en grève.

Une réaction salutaire, mais qui aura besoin d'être généralisée, coordonnée, pour que dans la lutte de classes l'offensive change réellement de camp.

Des chiffres et des lettres

Avec les nouvelles gammes véhicules, les chiffres des codes projets ont fait place à des lettres. Les plannings et les jalons sont modifiés pour V3P. Tout est en anglais : sedan, hatch... Dur de s'y retrouver. A moins que ce ne soit par obsession du secret : les espions devront s'accrocher pour décrypter.

Drive the change : pour changer, ça change, mais est-ce que ça « drive » ?

Le « plan produit robuste » de Drive the change a déjà du plomb dans l'aile : la direction vient de bouleverser le plan gamme et certains secteurs de la DIV ne savent plus trop où ils en sont. La faute à la crise qui pointe, aux réductions de coûts, ou peut être bien au démarrage pas miraculeux de V3P ?

Ghosn s'attend à une année 2012 difficile et veut « protéger » Renault par des « restrictions sur l'emploi et les salaires » (sic). Pour se protéger, les salariés ne devront compter que sur eux-mêmes.

Le tribunal condamne le hold-up du CEF

Le Tribunal de Grande Instance (TGI) de Nanterre a donné raison à la CGT qui avait porté plainte contre les débits abusifs du Compte Epargne Formation (CEF) : Renault ne peut pas débiter du CEF des formations non demandées à ce titre par les salariés, encore moins imposer des formations débitées ou sanctionner celui qui refuse de les suivre.

Un jugement qui permet aux 36000 salariés Renault de pouvoir disposer de leur CEF pour suivre des formations qu'ils souhaitent, ou bien pour le conserver et le basculer en congés 5 ans avant leur retraite ou pour se le faire payer à leur départ.

La logistique transporte tout, même ses réunions

Il y a au moins une direction où les budgets ne sont pas gelés en fin d'année : la Direction des Fonctions Logistiques Monde (DFLM) convoque ses salariés, basés surtout au TCR, à Renault Grand-Couronne près de Rouen. Tout ça pour une plénière de 2h et une visite du site que Renault veut fermer en 2014... pour faire des économies.

Nouvelles menaces sur Sandouville

Un millier d'emplois sur 2 400 seraient menacés à Sandouville, d'après un document interne Renault divulgué par la CGT. L'effet du remplacement des Laguna et Espace par le Trafic. 400 salariés sont déjà déplacés sur d'autres sites, du chômage partiel est encore annoncé... La direction assure qu'elle maintiendra les effectifs si la production atteint 100 000 véhicules par an, un volume que n'atteint pas aujourd'hui le Trafic. Bref : des promesses qui valent celles de l'usine de batteries de Flins.

Les grévistes de Samsic protègent leur pouvoir d'achat

Après ceux d'Isor à Renault Rueil, les salariés de Samsic à Lardy ont bien raison de lutter : après 3 jours de grève, ils ont obtenu une prime de 50 € mensuelle pour les hôtesse et de 100 € pour les agents de sécurité (qui devrait être incluse dans le salaire en 2012 pour ces derniers).

Mais avec la renégociation des contrats de prestation, les cartes risquent d'être rebattues en 2012. Alors pour la sécurité de l'emploi et des salaires, pas question de baisser la garde.

Remue-ménage à TFN

Les salariés de TFN, qui s'occupent du nettoyage à Renault Lardy, entament leur 4^{ème} semaine de grève. Ils demandent 2 € d'augmentation par heure, la revalorisation de certaines primes et des embauches. TFN a fait intervenir avec la complicité de Renault une équipe de nettoyage extérieure. En réplique, les grévistes, déguisés en Père Noël, ont défilé dans l'entreprise avec des hottes chargées de détritrus. Et les syndicats de Lardy appellent les salariés de Renault à un rassemblement aujourd'hui.

Renault a sa responsabilité dans les salaires de misère de TFN (souvent la moitié du SMIC) en imposant sans cesse des réductions de coûts de prestation. Cette fois, la limite est dépassée.

Défendons la liberté d'expression

Depuis quelques semaines, la direction de l'établissement veut interdire la diffusion de certains tracts devant les entrées tourniquet du TCR. Envoi d'agents de sécurité ou d'huissiers : elle a même fait intervenir la police contre les diffuseurs de l'Etincelle il y a 15 jours.

Ces diffusions existent pourtant depuis la création du Technocentre en 1995 et n'ont jamais entraîné la moindre gêne. Ce qui gêne peut être la direction, c'est d'être critiquée dans ces tracts lus souvent avec intérêt. Mais c'est cela la démocratie : le droit à une autre voix, à une pensée qui ne soit pas unique.

Alors nous comptons sur votre soutien pour faire respecter la liberté d'expression. Faites circuler...

Renault s'engage, les emplois dégagent

Les salariés des Fonderies Du Poitou Aluminium (FDPA) d'Ingrandes dans la Vienne se sont remis en grève jeudi dernier dès qu'ils ont appris que Renault réduisait par deux ses commandes de culasses. Ce désengagement du principal client de FPDA mène tout droit à sa liquidation judiciaire.

Le ministre de l'industrie Eric Besson avait pourtant assuré aux salariés que Carlos Ghosn s'était lui-même engagé à maintenir les commandes de Renault. Dur de savoir qui ment le plus aux salariés.